Investir les lieux de travail (p. 6)

COMMUNISTES

TOUTES ET TOUS MOBILISÉ.E.S avec Fabien Roussel (p. 3)

Vidéo

Vœux de Fabien Roussel pour 2022

Familles

La famille Mulliez (Auchan) rêverait d'absorber la famille Moulin (Carrefour). À la clé des milliards à empocher ; et au bas mot 10 000 salariés sur le carreau. Paraît que Darmanin vient d'écrire aux préfets. Pour les alerter. Non pas sur la spéculation en cours mais sur les mouvements sociaux en perspective. ✪

Gérard Streiff

Cliquez pour y accéder

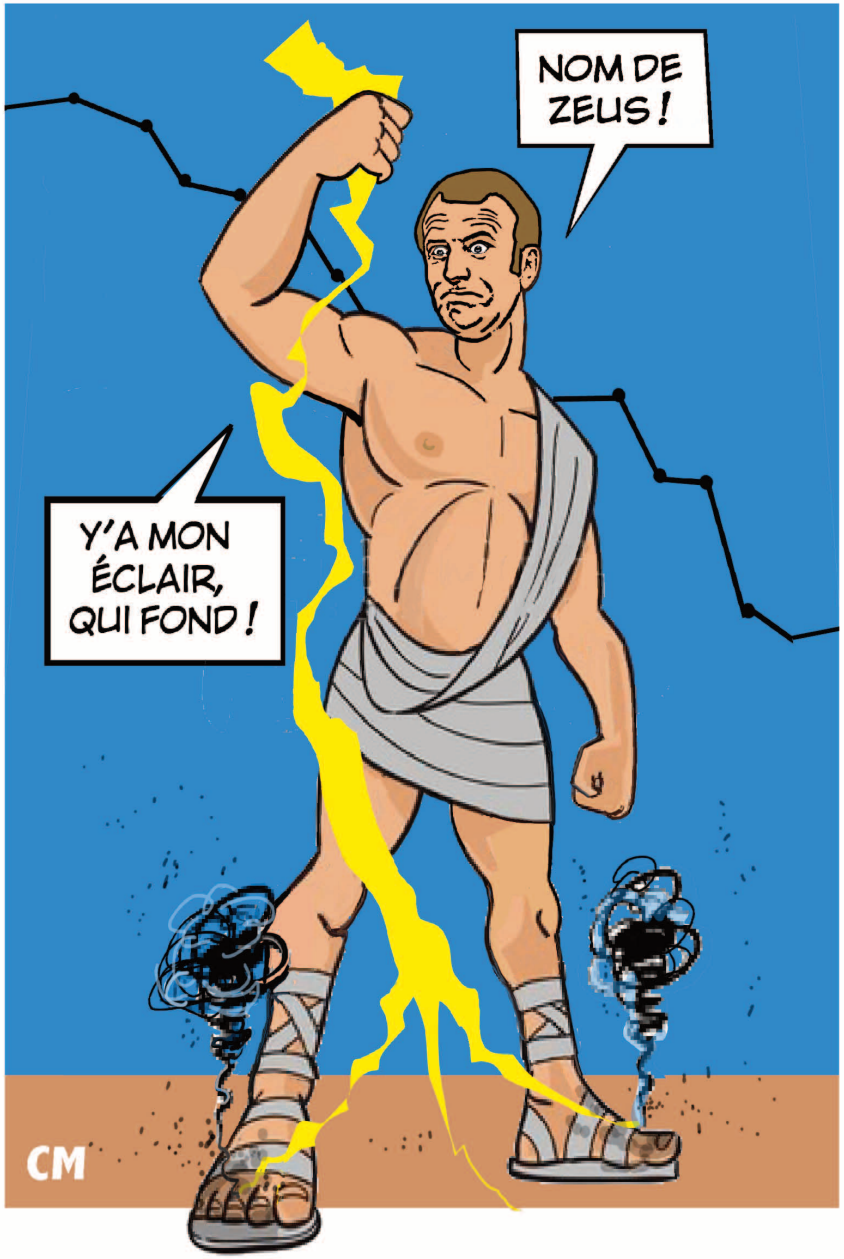
Pour tout savoir sur la campagne de Fabien Roussel

Inscris-toi à la newsletter !

https://www.fabienroussel2022.fr/newsletter

LE DÉFI DES JOURS HEUREUX

JUPITER CHUTE DANS LES SONDAGES



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

ATTENTION, SOUS RÉSERVE DES ANNONCES GOUVERNEMENTALES

Pour faire connaitre vos initiatives, faites le savoir par mail à Léna Mons <lmons@pcf.fr>

20 janvier, à partir de 14 h 30 : Galette républicaine des communistes de Nice. 2 place Saint-Roch (06)

20 janvier, à partir de 18 h 30 : Conférence de Pierre Barbancey, grand reporter à *l'Humanité*, de retour d'Afghanistan : *Le retour des Talibans : nouvelle donne dans la région* ? Maison des associations, Nice (06)

20 janvier, à partir de 19 h 30 : Projection-débat de *Fedayin, le combat de Georges Abdallah*. Salle du CE des cheminots, Impasse Paris-Orléans, Montauban (82)

22 janvier : Assises de l'Écologie du PCF, organisées en visioconférence.

22 janvier, à partir de 10 h : Assemblée départementale et vœux de la Fédération du Var, en présence de Christian Picquet. Repas et concert de chansons de Jean Ferrat. Carnoules (83)

22 janvier, à partir de 10 h 30 : Vœux des communistes des Alpes-Maritimes et présentation de l'exposition du centenaire. À la Fédération, 6 rue Balatchano, Nice (06)

23 janvier, à partir de 10 h : Vœux des communistes de l'Eure. Maison des Libertés, Évreux (27)

26 janvier, à partir de 16 h 30 : Soirée de soutien à *l'Humanité*, suivie de la présentation de la nouvelle formule par Sébastien Crépel. Restauration et concert d'André Minvielle pour clôturer la soirée. À l'Estive, espace Olivier-Carol, Foix (09)

27 janvier, à partir de 11 h 30 : Meeting et manifestation nationale pour l'augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux. Au départ de Bastille et en direction de Bercy, Paris

29 janvier, à partir de 8 h 30 : Assises de l'Écologie du PCF Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées. Pour plus d'informations et pour inscription, contacter Vidouze (65)

29 janvier, à partir de 10 h 30 : Repas-débat du Comité des jours heureux de Saint-Florent-sur-Cher, avec Pierre Krasucki. Repas 12€, inscription au 0782177445 ou 0606642762. Petite salle de Roseville (18)

29 janvier, à partir de 11 h : Journée Vaillant et 140 de l'association des Ami·e·s de la Commune de Paris. Hommage à Edouard Vaillant par Jean-Marie Favière sur la tombe de Vaillant au cimetière de Vierzon ; à 15 h, Théâtreux et communeux, conférence par Michel Pinglaut, à l'auberge de jeunesse de Vierzon (18)

29 janvier, à partir de 11 h : Vœux des communistes de la Dordogne, cérémonie en extérieur. Devant l'espace Aragon, Périgueux (24)

3 février, à partir de 18 h : Ciné-débat sur la santé et l'hôpital public, avec la participation d'Alain Bruneel, député PCF du Nord. Cinéma communal du Luc en Provence (83)

3 février, à partir de 18 h : Rencontre *Quelles propositions pour une éducation des jours heureux ?* avec Sébastien Laborde et Rodolphe Portoles. Salle des Fêtes de Fonneuve, Montauban (82)

6 février, à partir de 15 h : Meeting de Fabien Roussel au Parc Chanot à Marseille (13)

1er mars, à partir de 20 h : Traditionnelle croupionnade de Mardi-Gras, organisée par la section d'Amou. Castelnau Chalosse (40)

10 mars : Meeting de Fabien Roussel au Cirque d'Hiver, Paris (75011)

18 & 19 mars : Fête de l'Humanité de Perquie (40)

7 avril : Meeting de Fabien Roussel à Lille (59)

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition Mémoires commune(s), Musée de l'Histoire Vivante, 31 boulevard Théophile-Sueur, Montreuil (93). Infos sur

Jusqu'au 31 janvier 2022 : Exposition *Libres comme l'art*, 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF. Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h, à l'Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris (75019)

Jusqu'au 17 février 2022 : Exposition sur la *Dépêche de l'Aube*, naissance d'un centenaire. Du lundi au jeudi, de 9 h à 17 h. Archives départementales de l'Aube, Troyes (10)

Jusqu'au 19 septembre 2022 : Exposition *Josep Bartoli, les couleurs de l'exil*, sélection de plus de 150 oeuvres. Mémorial du camp de Rivesaltes (66)

RETOUR DE L'UNIVERSITÉ PERMANENTE À PARTIR DU 11 JANVIER À L'ESPACE NIEMEYER :

1er février : *Le salaire*, avec Constantin Lopez. En visioconférence.

8 février : *George Sand*, avec Judith Lyon-Caen.

15 février : *Saint Simon et Fourier*, avec Pierre Musso.

1er mars : *L'accumulation du capital*, avec Hervé Touboul.

8 mars : *Colette*, avec Olivier Barbarant.

15 mars : *Entre la barricade et l'association, les ouvriers et la révolution*, avec Vincent Robert.

29 mars : *Suraccumulation et dévalorisation du capital*, avec Denis Durand.

5 avril : *Violette Leduc*, avec René de Ceccatty.

12 avril : *Introduction à l'histoire de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) en France – 1864 - 1873*, avec Julien Grimaud.

26 avril : *L'accumulation primitive*, avec Isabelle Garo.

7 juin : *Guesde et Jaurès, deux méthodes du socialisme*, avec Jean Numa Ducange.

ET AUSSI LA SEMAINE DERNIÈRE

CONFÉRENCES & DÉBATS de l'Université populaire de l'Aube sur *Science et progrès au XVIIIe siècle*, à Saint-Julien-les-Villas (10), le 18 janvier ; sur les questions de l'énergie et de l'environnement, à Bougue (40), le 18 janvier

VŒUX des communistes de la Vendée, le 15 janvier ; des Jeunes Communistes de Paris, à la section PCF Paris 20, le 15 janvier ;

PRÉSENTATION de l'affiche de campagne de Fabien Roussel, à Colonel-Fabien, le 17 janvier

Toutes et tous mobilisés avec Fabien Roussel !

Notre 4e assemblée des secrétaires départementaux·ales qui s'est tenue ce samedi 15 janvier a marqué une rentrée offensive des fédérations pleinement engagées dans la campagne de l'élection présidentielle.

Dans un contexte politique difficile, face à la droite extrémisée et l'extrême droite, nous partageons l'idée qu'une étape de notre campagne a été franchie : nous ne sommes plus une candidature de plus !

L'originalité de notre projet et du discours de notre candidat peut nous ouvrir un espace politique important à un moment où beaucoup de nos concitoyens n'ont pas encore fait leur choix. Y parvenir demande d'abord l'engagement du plus grand nombre, l'unité des communistes, chacun pouvant apporter sa contribution comme militant·e, élu·e, avec beaucoup d'organisation pour être efficace dans les 85 jours qui nous séparent du premier tour.

Les camarades ont témoigné de leur enthousiasme, sur la forme comme sur le fond, devant les prestations de notre candidat, qui parle « vrai » et « juste ».

Notre candidature peut apparaître comme une candidature « authentique et sincère », celle « du bon sens à gauche », celle qui renoue avec les catégories populaires, veut redonner « tout son sens au travail » et à la République, et qui sur tant de sujets, de l'école à l'énergie, porte des propositions originales et ambitieuses. D'ores et déjà nous marquons des points auprès de beaucoup de nos concitoyens et de nombreux salariés d'entreprises en lutte rencontrés par Fabien Roussel. D'où l'importance de poursuivre nos actions pour faire connaître notre candidat, faire grandir la notoriété de Fabien et du Parti pour nous renforcer.

L'enjeu est désormais de passer à une deuxième phase de la campagne, avec comme élément central notre projet présidentiel qui sera présenté le 24 janvier et disponible avant la fin du mois dans les fédérations, et l'ambition de tenir 500 réunions publiques sur ce projet.

De nombreuses interventions insistent sur l'importance de lier notre projet aux préoccupations quotidiennes, à la santé comme dans le Var, au coût de la vie et au pouvoir d'achat comme dans le Val-d'Oise, aux transports comme en Seine-Saint-Denis, pour montrer l'utilité du vote communiste pour répondre aux besoins et aspirations de nos concitoyens. Tous les camarades pointent des attentes sociales très fortes dans le pays, une exigence de « respect », des batailles importantes sur les salaires. Il s'agit aussi d'élever notre niveau d'intervention sur des points forts de notre projet encore insuffisamment connus, en matière de féminisme et de droits des femmes, notamment pour que le puissant mouvement de libération de la parole des femmes et pour l'égalité gagne de nouvelles avancées.

Pour passer de l'intérêt naissant à l'engagement pour notre candidature, des initiatives sont prises pour développer notre campagne malgré les contraintes sanitaires.

La dynamique s'amplifie dans les fédérations ! À commencer par celles qui accueilleront Fabien dans les jours qui viennent, comme la fédération de l'Essonne.

Au-delà, beaucoup de camarades ont fait part des nombreuses actions menées : tournée pour rencontrer les ; porte-à-porte avec la Lettre aux Français ; organisation d'une grande journée d'action sur un thème chaque semaine, comme cela se fait par exemple dans les Pyrénées-Orientales ; création de nouveaux comités des jours heureux comme dans le Val-de-Marne ; débats programmés sur les grands enjeux de la présidentielle comme dans la Drôme sur l'emploi ; présence sur de nombreuses luttes sectorielles et rencontres avec les organisations syndicales ; participation également à des mobilisations comme celle pour la paix dans le Finistère ; reconstitution de réseaux de salariés dans des entreprises ou services publics comme dans l'Hérault parmi les postiers et les cheminots ; lettre du conseiller départemental aux maires de son canton pour parrainer Fabien Roussel comme en Gironde ; journaux ou lettre d'information régulière de la campagne ; cars prévus pour se rendre au meeting du 6 février à Marseille comme dans le Vaucluse.

De nombreuses adhésions ont déjà été réalisées en fin d'année dernière et en ce début d'année, comme le pointent le Var ou la Moselle. Et dans plusieurs fédérations, le nombre de cotisants augmente à nouveau, revenant en 2021 au-dessus du niveau de 2020, après cette année qui avait été très difficile. L'animation de la souscription pour la présidentielle et les législatives doit néanmoins prendre encore de l'ampleur !

La désignation de nos candidates et candidats aux législatives s'accélère partout dans le pays, avec l'ambition d'être présents dans le plus grand nombre possible de circonscriptions. Des ambitions élevées sont fixées pour réaliser partout le meilleur score, conserver notre groupe à l'Assemblée, augmenter le nombre de députés communistes et, au-delà, de députés de gauche face à la droite et l'extrême droite !

Toutes et tous mobilisés, en campagne avec Fabien Roussel !✪

Igor Zamichiei
coordinateur de l'exécutif national

SOUSCRIPTION 2021 (cliquez)
Je verse : ..... €
"Donner les moyens au PCF d'intervenir"
Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Présidentielle

Pour la mise en mouvement des communistes

Dans son rapport introductif à l'assemblée des fédérations, samedi 15 janvier, Igor Zamichiei insistait sur les contradictions de la situation politique présente, parlait d'instabilité électorale et soulignait la place prise dans la campagne par la candidature de Fabien Roussel ; il appelait à la mobilisation du Parti, à la mise en mouvement des communistes au service de cette candidature, précisant l'agenda des prochaines initiatives. Extraits.

Dans la nouvelle séquence qui va s'ouvrir, beaucoup va se jouer sur la façon dont nationalement et dans toutes les organisations du Parti nous allons travailler à notre déploiement. Aller à la rencontre de nos concitoyen·ne·s pour échanger et convaincre de l'utilité de la candidature de Fabien Roussel, finaliser nos plans de campagnes locaux ou départementaux pour les prochaines semaines, donner la possibilité à chaque communiste, sympathisant·e, contact rencontré·e de s'impliquer dans la campagne, voilà l'urgence.

Avant de développer plus avant sur les enjeux de mobilisation de notre parti, je veux vous livrer une réflexion sur le moment actuel et revenir sur les derniers développements de la situation politique.

Une réflexion d'abord pour dire que la grande incertitude sur l'issue du scrutin présidentiel – et du scrutin législatif au passage –, alors même que nous en sommes si proches, est probablement le produit d'un moment historique. Un moment historique qu'une lecture récente m'amène à qualifier également de « moment critique ». Critique au sens où ce moment est au carrefour de crises multiples dans lesquelles de grandes transformations sont à l'œuvre et déstabilisent l'idéologie dominante, autant que l'idéologie des forces de transformation sociale.

De quelles transformations je parle ici ? Alors que le CAC 40 a atteint un nouveau record historique mardi 5 janvier, la réalité de la finance se trouve plus que jamais déconnectée de l'économie réelle. Pendant ce temps, se dessine au cœur de la crise sanitaire et sous l'impulsion décisive des grands groupes capitalistes, de nouvelles organisations du travail ainsi que de l'éducation, de la consommation et de la vie elle-même. Ces transformations soulèvent de grandes questions politiques, comme la question des biens que l'on veut communs et la question du sens du travail. Et elles suscitent, on le mesure chaque jour sur le terrain, des réactions fortes, tant des forces dominantes que de la population. Pour le pouvoir et pour les forces dominantes qui y prétendent, afin de préserver leurs intérêts, ces transformations les conduisent à partager des politiques à la fois plus strictement néolibérales par la réduction des dépenses publiques, plus explicitement autoritaires en réponse aux protestations, plus durement punitives dans les milieux populaires, parmi les travailleurs·euses et leurs représentant·e·s, et plus productrices de division à l'égard des minorités et d'exclusion vis-à-vis des exilé·e·s.

Et concernant la population, se mêlent, d'une part, le fait qu'une partie croissante de celle-ci affronte d'immenses difficultés et partage la colère contre Macron, le sentiment de ne plus avoir de prise sur le cours des choses, la défiance envers la politique et la désaffection des urnes, l'attraction du populisme, la tentation du complotisme, ou encore l'inclinaison pour la xénophobie et le racisme… Et, d'autre part, le fait que grandit des résistances, des solidarités et des expérimentations multiples visant une alternative de transformation sociale, qui contredisent cette évolution sans pour autant, à ce stade, avoir la maturité, la conscience pour y opposer un projet, une force sociale à la hauteur de la situation.

Parmi ces mobilisations, je veux souligner l'importante journée d'action que nous venons de vivre sur l'éducation qui oblige le gouvernement peu à peu à prendre des mesures et à ouvrir le débat. Nous sommes cependant très loin du compte et cela nous invite à amplifier encore notre intervention dans la campagne sur cet enjeu décisif.

Et préparons maintenant également l'importante journée d'action sur les salaires du 27 janvier prochain, à laquelle nous devons contribuer par la popularisation des propositions de notre candidat sur cet enjeu crucial. De premières victoires ont été obtenues dans les entreprises, notamment dans quelques grands groupes. Il faut accélérer pour amplifier cette bataille pour l'augmentation des salaires.

Dans cette situation, mes camarades, mesurons que notre candidature à la présidentielle et notre démarche pour les législatives s'inscrivent pleinement dans ce travail de construction d'une alternative. Un apport dont nous avons la lucidité, je crois, de reconnaître qu'il est à la fois lui-même en prise avec les spécificités et contradictions de la période, et essentiel au vu des bouleversements en cours. (…)

J'en viens à notre candidature. Dans ces difficultés qui ne nous épargnent pas, notre candidature crée néanmoins de plus en plus d'intérêt, sans que cela se traduise à ce stade dans les intentions de vote. Le positionnement original de notre candidature tient à mon sens à une ambition claire : servir le monde du travail et de la création en désignant clairement notre adversaire : le capital. Et à trois éléments forts : la centralité du travail, en portant un projet qui vise l'éradication du chômage et de la précarité, et l'ambition de redonner tout son sens au travail ; la République, avec la volonté qu'elle se déploie partout, avec des services publics pour tous et de nouveaux pouvoirs citoyens et salariés ; et la conception d'une Europe et d'un monde de nations et de peuples libres, souverains et associés.

Cette cohérence commence à être remarquée d'autant plus fortement qu'elle est absente du discours d'autres candidat·e·s qui n'hésitent pas à verser dans l'identitarisme à chaque occasion. En témoigne l'audience impressionnante de Fabien et la récente polémique portée par des responsables de gauche suite à ses propos sur la gastronomie française, dont un soi-disant journaliste cherchait encore à faire dire récemment à Ian Brossat que la formule était maladroite. Quelle misère ! Et nous ne sommes pas dupes du fait que d'autres, à droite cette fois, cherchent à utiliser sa candidature pour fracturer la gauche en deux camps irréconciliables. Je crois que nous avons une responsabilité particulière dans la situation, d'autant plus au regard de l'histoire de notre parti, à ne pas céder aux pressions d'où qu'elles viennent et pour élever le débat public et ouvrir un chemin d'espoir.

Je veux saluer Fabien Roussel pour sa capacité à tenir un cap utile à notre peuple dans cette situation politique hautement chaotique. L'enjeu est désormais pour nous de transformer l'intérêt grandissant pour sa candidature en engagement ! ✪

Le travail, fil rouge de la journée de Fabien Roussel dans les Hauts-de-Seine

Engagement pris à la fête de l'Huma, engagement tenu. Pour démarrer tambour battant cette année de campagne électorale, nous avions proposé à Fabien de passer une journée dans le département. Travailleurs de l'industrie, de la santé, du bâtiment, de l'entretien, travailleurs retraités et immigrés… Une journée riche de toutes ces rencontres.

D'abord, parce que rien n'est trop beau pour la classe ouvrière, nous nous sommes retrouvés en bord de Seine, sur la très belle péniche du CE de Safran, avec une quinzaine de salariés de l'entreprise.

Reprendre le pouvoir sur la finance. Thème essentiel de cette première rencontre, pour pouvoir sauvegarder, développer et relocaliser l'industrie en France. Très vite la discussion s'est engagée. Reprendre le pouvoir mais pas n'importe comment. Pas pour le laisser dans les mains de l'État, mais bien pour le redonner aux salariés. Plus que d'une souveraineté nationale, c'est de souveraineté populaire dont il est question, celle des salariés qui produisent les richesses.

Ensuite direction Clichy à l'hôpital Beaujon, promis à la disparition dans un projet de fusion, avec à la clé la suppression de la maternité et de plus de 300 lits.

Les syndicalistes ont également posé leurs exigences. Pas de discours de campagne sans lendemain. Ils ont pris l'exemple de Mme Hidalgo qui s'était également rendue devant cet hôpital, regrettant cette fusion qu'elle a pourtant elle-même ratifié comme membre du CA de l'APHP !

Retour ensuite à Gennevilliers à la rencontre des chibanis qui ont travaillé toute leur vie en France, ont participé à son essor économique et qui se voient traités avec le plus grand mépris dans des conditions de vie indignes. L'accès à un logement digne pour toutes et tous, voilà l'engagement pris par Fabien Roussel pour cette campagne.

Avant la prise de prise de parole publique le soir, dernier rendez-vous avec les travailleurs sans papiers de l'agence intérim RSI, en lutte depuis deux mois pour leur régularisation. L'occasion pour notre candidat de rappeler que les travailleurs, quels que soient leur origine, leur religion, leur couleur de peau, doivent avoir les mêmes droits, dénonçant au passage cette duplicité du patronat et de l'État, qui d'un côté fabriquent un discours alarmiste sur l'immigration tout en l'exploitant sans vergogne, sans accès à la citoyenneté.

Autant de rencontres où nous avons pu nous appuyer sur tout le travail, les réseaux, les combats inlassables et quotidiens de l'ensemble des élu·e·s et militant·e·s communistes dans leur diversité. Pour garder des fleurons de l'industrie sur leurs territoires, pour participer aux collectifs de défense des hôpitaux, pour la dignité des travailleurs immigrés, pour la solidarité concrète avec les luttes en cours et tant d'autres sujets. À l'appui des combats quotidiens dans la ville, la circonscription et le département pour défendre les habitant·e·s.

Cette somme d'engagements communs, qui font du Parti communiste ce formidable outil de rassemblement au service de toutes celles et tous ceux qui ont intérêt au changement.

Dans le 92, c'est notre culture : faire vivre cet outil et permettre au plus grand nombre de continuer à y militer et s'y épanouir dans la diversité. Les débats sont parfois vifs. À l'image des énormes défis de la période. Ensemble nous les relèverons ! ✪

Pierric Annoot
secrétaire departemental, Hauts-de-Seine

Libres comme l'art 100 ans d'histoire entre les artistes et le PCF

En cent ans d'existence, le Parti communiste français a toujours entretenu une relation privilégiée à l'art et à la culture. Du surréalisme à la construction de son siège par l'architecte Oscar Niemeyer en passant par ses liens étroits avec des dizaines de peintres et artistes majeurs du siècle, le Parti communiste et les avant-gardes artistiques et culturelles ont fécondé une histoire politique, sociale et culturelle singulière. « Changer la peinture, c'est changer l'homme », dit le premiers vers du discours à Pablo Picasso de Louis Aragon, l'écrivain qui offrira au PCF la Joconde de Duchamp (*L.H.O.O.Q*), en témoignage de l'attachement à la liberté de la création.

Ce tableau et plus de cent vingt œuvres témoins de tous les engagements esthétiques du siècle sont pour la première fois rassemblés au siège du PCF, dans l'écrin de l'Espace Niemeyer, et racontent cette histoire unique dans l'exposition « Libres comme l'art », conçue par les commissaires Yolande Rasle et Renaud Faroux.

Des plus illustres, fondateurs de l'art contemporain, réalistes, ou inventeurs de la figuration narrative, aux plus injustement minorés, des plus proches aux plus critiques, plus de cinquante peintres et photographes au total, l'exposition présente un parcours totalement inédit dans ce siècle d'art et d'engagement mêlés, faisant dialoguer tous les grands courants de la peinture ici représentés.

Exposition jusqu'au 31 janvier 2022

Entrée libre. Commissaires de l'exposition : Yolande Rasle et Renaud Faroux
Espace Niemeyer, 2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e

Investir les lieux de travail

Une des conditions de la réussite de la campagne

Chacun peut constater que la campagne présidentielle rentre dans une phase nouvelle pour les communistes. Elle sera déterminante. D'une part, l'originalité de notre proposition à gauche et les bonnes prestations de Fabien Roussel dans les médias commencent à porter leurs fruits. D'autre part, si le mois de janvier va être marqué par la question des parrainages, il permettra aussi de faire le clair sur l'offre politique finale pour cette élection et laisser la place à la confrontation d'idées plus qu'aux questions tactiques.

Et ne nous y trompons pas. Le talent et l'énergie de notre candidat (et il en a !) ne suffiront pas sans le déploiement d'une campagne de terrain bien plus offensive qu'elle ne l'est pour le moment. La décision des communistes d'engager un candidat à la présidentielle appelle de leur part un niveau d'engagement inégalé depuis de nombreuses années. La commission Entreprises veut y prendre toute sa place en proposant des outils pour permettre un nouvel essor de l'activité communiste sur les lieux de travail.

C'est une nécessité militante et c'est aussi une question politique. La mobilisation politique des travailleurs, le retour massif aux urnes de l'électorat populaire sont deux enjeux incontournables pour remettre la gauche en situation de conquête et gagner le changement. Plus encore, dans cette présidentielle où chacun parle de « pouvoir d'achat » et où la question du travail est de retour dans les débats. Il s'en est même trouvé quelques-uns pour tenter d'opposer le discours fort de Fabien Roussel sur le travail aux bénéficiaires de minima sociaux. Soit, parlons-en ! Nous voulons une société sans chômage, une société du travail donc. Et elle s'appuie sur un nouvel âge de la sécurité sociale avec le projet de sécurité emploi-formation comme sur les nouveaux pouvoirs pour les salarié·e·s sur leur lieu de travail. Et c'est cette conjugaison de deux orientations fortes qui fait sens pour ancrer un projet de société. Si nous voulons nous attaquer à la domination du capital, nous aurons à le faire jusque là où il assoit son pouvoir : dans les entreprises. Et le projet des communistes sera d'autant plus cohérent qu'ils témoignent eux-mêmes de leur présence et de leur ambition de conquête sociale au sein même des lieux de travail. Et la dynamique de campagne doit nous permettre de franchir une importante étape dans l'implantation du PCF au sein des entreprises.

La commission Entreprises planche depuis plusieurs semaines sur les besoins des communistes pour les accompagner vers cet objectif enthousiasmant à plus d'un titre. Déjà, plusieurs tracts thématiques sont disponibles par secteur d'activité (postiers, cheminots, territoriaux, RATP…) et plusieurs publications thématiques ont été rendues publiques (secteur aéronautique, secteur bancaire, Thalès, General Electric…). D'autres suivront et nous voulons trouver les formes de publications ciblées par entreprise et secteur d'activité. Par ailleurs, 2 numéros du journal AGIR seront mis à la disposition des fédérations pour publication et distributions locales. La première sur l'originalité de la candidature communiste, la seconde sur la question des nouveaux pouvoirs. Une capsule vidéo de Fabien Roussel sera aussi réalisée pour introduire des rencontres à destination du monde du travail. Autant d'outils mis à la disposition des communistes pour organiser la campagne au plus près des travailleurs et de leurs lieux de travail.

Nous travaillons enfin à l'organisation d'une rencontre nationale entre Fabien et le monde syndical, ainsi qu'à la mise en œuvre d'appels à voter par secteur d'activité qui pourraient converger vers un appel national du monde du travail à voter Fabien Roussel.

La transformation du « succès d'estime » actuel de la candidature communiste en succès politique tient aussi dans les mains des militants. Et nous voulons envoyer un message de confiance. C'est possible !

Et La commission reste à la disposition des communistes qui veulent agir, contribuer, participer à la reconquête de l'implantation du PCF sur les lieux de travail. ✪

Aymeric Seassau
membre du CEN

Ciné-Archives

Réalisé par Jean-Patrick Lebel, « Cité de la Muette » est le premier documentaire consacré au camp de Drancy, principal centre d'internement des juifs français et étrangers avant leur extermination en Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. Le film ausculte les lieux de l'internement et donne la parole à des témoins encore jeunes, dont beaucoup livrent leur expérience pour la première fois devant une caméra.

Deux DVD accompagnés d'un livret avec des articles de Tangui Perron, Denis Peschanski, Sylvie Zaidman et Luc Alavoine.

Réalisés sous l'égide du PCF et de la CGT, les vingt courts métrages réunis dans ce coffret proposent une traversée du cinéma militant de 1945 à 1956, des « Lendemains qui chantent » de la Libération à la violence politique de la guerre froide.

Aux années de la Reconstruction et des conquêtes sociales, avec la mise en place du programme du Conseil national de la Résistance et l'arrivée de ministres communistes au gouvernement, succède une période pendant laquelle les luttes sociales et anticoloniales sont réprimées dans le sang. La bataille idéologique fait rage, incitant les réseaux communistes et cégétistes à mettre en place des contre-actualités filmées et le cinéma français à se mobiliser face à la concurrence américaine.

Pour la plupart interdits par la censure à leur sortie, ces films sont pour la première fois disponibles en DVD.

Pour toute demande d'information ou pour organiser une projection : contact@cinearchives.org Tél.01 40 40 12 50

Retrouvez-nous !

Pour être informés de nos activités et de nos dernières mises en ligne, suivez-nous !

Paiement par chèque à l'ordre de Ciné-Archives,
2 place du Colonel-Fabien, Paris 19e

Téléchargez le bon de commande ici.

GRANDS SOIRS ET BEAUX LENDEMAINS, 1945-1956
LE CINÉMA MILITANT DE LA LIBÉRATION ET DE LA GUERRE FROIDE
12 EUROS

CITÉ DE LA MUETTE
UN DOCUMENTAIRE DE JEAN-PATRICK LEBEL SUR L'HISTOIRE DU CAMP DE DRANCY
10 EUROS

OFFRE SPÉCIALE : LES DEUX POUR 20 EUROS PORT INCLUS

Les 20 et 27 janvier, amplifions la mobilisation

Près de 100 000 personnes étaient dans les rues jeudi 13 janvier pour soutenir la mobilisation des personnels de l'Éducation nationale.

La mobilisation paie, Jean-Michel Blanquer a été forcé de faire des annonces qui vont dans le bon sens mais sont largement insuffisantes. La situation reste intenable dans les écoles, les collèges, les lycées et les lieux d'enseignement supérieur. Les élèves sont trop nombreux dans les salles de classes, et les allers-retours des cas contacts et positifs, suite aux allégements de protocole, rendent impossible le suivi des apprentissages.

Le gouvernement doit entendre les revendications portées par les personnels et les élèves, afin de permettre à la fois de garder les écoles ouvertes tout en assurant la sécurité de tous. L'ouverture des écoles ne peut pas se faire au détriment de notre santé !

La pandémie a mis en avant ce que nous dénonçons depuis longtemps. Tirons-en les leçons et sortons-en par le haut.

Le MJCF appelle les lycéennes et lycéens à se mobiliser devant leurs établissements le 20 janvier pour en finir avec le mépris du gouvernement envers les professeurs et les élèves.

Cette mobilisation du 20 janvier doit permettre de créer les conditions d'une mobilisation massive de l'ensemble de la jeunesse le 27 janvier.

Le MJCF exige dans l'urgence :

- La fourniture de masques FFP2 pour tous les élèves et professeurs
- Une politique de dépistage régulier et d'isolement systématique
- Le recrutement de professeurs via les listes d'attente pour pallier aux besoins de remplaçants
- L'annulation des épreuves du baccalauréat de printemps et leur passage au mois de juin

Le MJCF revendique également des mesures de fond pour conquérir un enseignement de qualité :

- La suppression de Parcoursup pour garantir l'accès aux formations publiques, sans autre condition que les diplômes requis.
- La création d'un revenu étudiant.
- La création d'un véritable service public de l'orientation.
- Le dédoublement des classes : pas plus de 24 élèves par classe. ✪

COMMUNISTES
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Rachel Ramadour, Léa Mons.
RÉDACTION : Gérard Streiff **RELECTURE :** Jacqueline Lamothe
Mèl : **communistes@pcf.fr**
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : ..... €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Sahara occidental

À l'initiative de Jean-Paul Lecoq, la politique de la France passe enfin au crible du contrôle parlementaire

Le député communiste de Seine-Maritime, Jean-Paul Lecoq, vient à nouveau de prendre une initiative remarquée dans le cadre de la « semaine de contrôle » de l'Assemblée nationale. Il s'agissait d'établir le bilan des actions de la France pour faire respecter le droit international sur la question du Sahara occidental. Une présence fournie de députés de différents horizons politiques traduit l'inquiétude face à la dégradation de la situation.

Les interventions de Claude Mangin, militante des droits humains et épouse de Naama Asfari prisonnier politique sahraoui, de Gilles Devers, avocat du Front Polisario, et d'Oubi Bouchraya Bachir, représentant du Front Polisario à Bruxelles, ainsi que les questions des parlementaires ont permis d'éclairer les enjeux.

Cette séance a offert, pour la première fois, l'espace aux Sahraouis et à leurs soutiens de faire entendre leurs arguments à la majorité présidentielle ainsi qu'au ministre présent. En effet, le refus systématique opposé à l''audition des représentants du peuple sahraoui ou même à l'évocation du sujet en commission des Affaires étrangères empêche un débat parlementaire éclairé et alimente l'idée, en dépit du droit international, que le Sahara occidental serait déjà marocain.

Cette audition a démontré que la cause sahraouie a toute sa place dans d'autres enceintes internationales comme l'Union africaine (UA) ou l'Union européenne (UE).

Cette séance de deux heures a encouragé les échanges très riches et formateurs pour quelques députés de la majorité qui poursuit une ligne de fort soutien au régime marocain dans sa volonté d'intégrer définitivement les territoires appartenant au peuple sahraoui.

Ce que dit le droit international

Inscrit sur la liste des territoires à décoloniser de l'ONU, le Sahara occidental doit voir son peuple bénéficier du principe du droit à disposer de lui-même et du pouvoir de s'exprimer sur la question de sa souveraineté par la voie d'un référendum d'autodétermination. Or, depuis 1976, cet ancien protectorat espagnol est sous occupation marocaine. La colonisation de 80 % du territoire sahraouie, condamnée par l'ONU, a provoqué un conflit armé avec le Front Polisario, représentant reconnu du peuple sahraoui.

À la fin des années 1980, le Front Polisario a accepté un cessez-le-feu pour permettre l'établissement de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso). Depuis, le Maroc ne cesse, en toute impunité, de défier la communauté internationale en refusant la résolution du conflit sur la base du droit. Le roi Mohammed VI a encore récemment déclaré que « rien n'était négociable », bafouant ouvertement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Front Polisario n'a pourtant pas ménagé ses efforts, acceptant le plan de J. Becker (2003) ou bien en faisant une offre en sept points donnant des garanties au Maroc dans le cas où le référendum aboutirait à l'indépendance (2007). Rabat a balayé d'un revers de main ces propositions, portant l'entière responsabilité de l'échec du processus de paix.

À la suite de la brutale intervention de l'armée marocaine au poste de frontière de Guerguerat, le 13 novembre 2021, le cessez-le-feu a volé en éclats après 30 ans d'attente de l'organisation du référendum d'autodétermination, provoquant un retour à la case départ et à un accroissement de l'instabilité régionale.

Comme l'a souligné Oubi Bouchraya Bachir, représentant du Front Polisario à Bruxelles, « l'arrogance, l'intransigeance, l'extrémisme et l'attitude belliqueuse » du Maroc résultent également de la complicité ancienne que Rabat entretient avec la France et les États-Unis.

Les responsabilités particulières de la France

Paris porte une très lourde responsabilité dans la situation actuelle, ayant cautionné l'invasion marocaine et encouragé le Maroc dans son opposition à la légalité internationale. Désormais, au Conseil de sécurité de l'ONU, le gouvernement français rejette toute perspective de référendum et a même brandi la menace d'utiliser son droit de veto. Sur le même registre, Paris s'est employé à saboter les initiatives de la Minurso et à torpiller toutes les initiatives de l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, Horst Kohler, qui a dû démissionner en 2019.

Paris a pesé de tout son poids pour empêcher d'étendre les prérogatives de la Minurso à la surveillance des droits humains. Cette obstruction a de lourdes conséquences que la rupture du cessez-le-feu a aggravées.

À l'échelle de l'UE, la France agit en meneur de tout ce qui vise à contourner les différentes décisions de la Cour européenne de justice qui a annulé, en septembre 2021, plusieurs accords de partenariat entre le Maroc et l'UE, accordant des préférences tarifaires aux produits issus des territoires sahraouis occupés. Il en va de même s'agissant des accords relatifs à la pêche qui entérinaient le pillage colonial marocain.

De plus, Paris s'enferre à défendre la proposition unilatérale et illégale du Maroc à l'autonomie qui n'est en aucune manière une solution dans la mesure où il consacre la souveraineté du Maroc et en opposition frontale avec le droit international. Or la seule et unique solution de compromis, conforme au droit et à la démocratie, est l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Contrairement à son affirmation de tenir une « position d'équilibre », Paris prend fait et cause pour le régime de Rabat, allant jusqu'à rompre totalement ses liens avec le Front Polisario, et parvenant ainsi à ramener le conflit aux affrontements militaires et à mécontenter les pays voisins de la région. Un tel aveuglement nourrit les tensions avec des conséquences qui peuvent être irréparables.

Répression et violations des droits humains

Les violations des droits humains sont une constante de l'occupation marocaine dans les territoires sahraouis occupés, mais elles se sont renforcées avec la reprise des hostilités. Cette escalade inquiétante frappe tout à la fois les activités des défenseurs des droits humains, leurs associations, leurs organisations sociales, leurs syndicats, les militants sahraouis, ainsi que les familles de prisonniers qui subissent les violences des forces de sécurité, d'agents en civil et de groupes para-policiers, dans une atmosphère de militarisation accrue.

En un an, 160 violations des droits humains ont été répertoriées, nombre très en-deçà de la réalité dans la mesure où l'ensemble du territoire est interdit aux ONG et aux journalistes étrangers. Les villes, comme les zones rurales, vivent sous cette chape de plomb.

Les atteintes aux droits civils et politiques concernent les interdictions de circuler, de se rassembler, de se réunir, de s'exprimer, mais aussi les assignations à résidence. Les attaques contre les médias et les journalistes locaux sont d'une brutalité inouïe.

Le Maroc est passé maître en matière de raids illégaux, de destructions de biens ou bétails des nomades, de déplacements forcés de population, d'intrusions dans les domiciles – avec des coupures d'eau, d'électricité ou des jets de produits chimiques ! Tous les témoignages convergent pour affirmer que les prisonniers, y compris les femmes et les mineurs, sont victimes de traitements dégradants et inhumains, de châtiments corporels, de mutilations, de violences sexuelles et de torture.

Une justice aux ordres permet les détentions arbitraires et des simulacres de procès condamnant les militants sahraouis à de très lourdes peines et, tout particulièrement, ceux de Gdeim Izik, qui ont été emprisonnés à la suite d'une révolte en 2010. À l'isolement, privés de soins et de visites, nombreux sont les prisonniers qui sont désormais entre la vie et la mort. Ces violations des droits humains, les exécutions sommaires de civils, relèvent de crimes de guerre.

Le sort des sœurs Sultana et Al-Waara Khaya ainsi que de leur mère, mais aussi celui de Mina Baati et de son fils, qui subissent un harcèlement continuel, suscitent une immense émotion. Combien de temps la France continuera-t-elle à rester sourde aux appels de ce peuple pacifique, respectueux du droit et de la démocratie ?

Les communistes appellent à un changement radical de la politique de la France. Le soutien unilatéral à Rabat envenime le conflit, contribue au recul du droit international et alimente des mécanismes d'instabilité de longue portée. Le référendum est la seule issue. ✪

Pascal Torre
responsable adjoint du secteur international du PCF